

Colette Beaune et Nicolas Perruchot

L'assassinat politique en France

PASSÉS/COMPOSÉS

ISBN : 978-2-3793-3748-2

Dépôt légal – 1^{re} édition : 2021, octobre

© Passés composés / Humensis, 2021

170 bis, boulevard du Montparnasse, 75680 Paris Cedex 14

Le Code de la propriété intellectuelle n'autorise que « les copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » (article L 122-5) ; il autorise également les courtes citations effectuées pour un but d'exemple ou d'illustration. En revanche, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite » (article L 122-4). La loi 95-4 du 3 janvier 1994 a confié au CFC (Centre français de l'exploitation du droit de copie, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris), l'exclusivité de la gestion du droit de reprographie. Toute photocopie d'œuvres protégées, exécutée sans son accord préalable, constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal.

Pour celui qui est parti

Sommaire

Introduction	11
--------------------	----

PARTIE I. LES TEMPS MÉDIÉVAUX

Chapitre 1. Jacques de Molay, grand maître des Templiers 11 mars 1314.....	23
Chapitre 2. La nuit de la Saint-Clément 23 novembre 1407.....	37

PARTIE II. LE TEMPS DES ASSASSINS VIOLENCE ET GUERRES DE RELIGION 1547-1610

Chapitre 3. Catherine de Médicis, une reine empoisonneuse ? 5 janvier 1589.....	65
Chapitre 4. L'assassinat du duc de Guise 23 novembre 1588.....	83
Chapitre 5. Un tyrannicide voulu par Dieu 1 ^{er} août 1589.....	99
Chapitre 6. La légitimité difficile d'un roi protestant 14 mai 1610.....	113

PARTIE III. CONJURER LA VIOLENCE PAR L'ABSOLUTISME

Chapitre 7. Une tentative pour toucher le roi : l'attentat de Damiens 5 janvier 1757.....	141
--	-----

L'assassinat politique en France

PARTIE IV. VIOLENCE ET RÉVOLUTION

Chapitre 8. Charlotte Corday 13 juillet 1793.....	167
Chapitre 9. La République n'a pas besoin de savants : Lavoisier 8 mai 1794.....	183

PARTIE V. L'OURAGAN HOMICIDE DU XIX^e SIÈCLE

Chapitre 10. L'attentat de la rue Saint-Nicaise 24 décembre 1800 (3 nivôse an IX).....	209
Chapitre 11. L'assassinat du duc d'Enghien 21 mars 1804.....	217
Chapitre 12. L'assassinat du duc de Berry 13 février 1820	229
Chapitre 13. L'anarchiste et le président : l'assassinat de Sadi Carnot 24 juin 1894.....	241
Chapitre 14. Meurtre au <i>Figaro</i> 16 mars 1914.....	261
Chapitre 15. Ils ont tué Jaurès 31 juillet 1914.....	281
Chapitre 16. L'attentat du Petit-Clamart 22 août 1962.....	319
Chapitre 17. Nicolas Sarkozy face à l'affaire Kadhafi : un assassinat médiatique ? 2012.....	353
Conclusion.....	391
Notes.....	399

Introduction

C'est un peu un livre de hasard où se rejoignent deux auteurs très différents (une universitaire et un homme politique) dont les préoccupations ne sont évidemment pas les mêmes. Nous sommes à l'automne 2018 (en ce temps-là je pouvais encore dire « nous ») et je vais commencer le cycle de conférences que je fais chaque année depuis à peu près dix ans pour la Société des sciences et lettres de Loir-et-Cher dont je suis la présidente. Durant l'été, j'ai choisi un thème plutôt inhabituel pour moi, spécialiste du consensus, la violence dans ses deux formes, celle de l'État contre les princes trop encombrants, comme celle des sujets contre un roi haï ou déconsidéré. Avec l'assassinat du duc de Guise et les malheurs d'Henri III, Blois et ses environs offrent des exemples célèbres de ces deux formes. De plus, la bibliothèque Abbé-Grégoire possède une jolie collection de pamphlets du xvi^e siècle auxquels on peut ajouter la superbe collection de livres historiques de l'évêque, monseigneur de Thémynes, le prédécesseur de l'abbé Grégoire. Il y a donc une recherche possible, d'autant que cet automne-là, la ville semble nerveuse. Quelques semaines plus tard, les gilets jaunes apparaissent et des rubans jaunes sont noués au sommet du portail des fermes dans la campagne environnante, tandis que les ronds-points se transforment en forteresses sur la grande radiale. Or, notre ville a, comme Vendôme, une tradition pacifique bien ancrée puisqu'on y délocalise classiquement les procès politiques qui provoqueraient des vagues dans la capitale. Je ne suis pas prophète, mais cette année-là la violence semble s'imposer à nous.

Là-dessus, nous allons voir Nicolas Perruchot pour lui présenter le programme de conférences à venir et, à la fin de l'entrevue,

il me lâche : « Je voudrais faire un livre sur l'assassinat politique, pouvez-vous m'aider ? » Il m'explique avoir ce projet depuis longtemps en tête. Si l'histoire de la ville de Blois, dont il a été le maire, est riche de nombreux séjours royaux, elle est aussi marquée par l'assassinat du duc de Guise le 23 décembre 1588. Nous échangeons sur l'intérêt d'un tel sujet : pourquoi et surtout comment un assassinat change le cours de l'histoire. J'hésite, c'est du travail supplémentaire, mais c'est aussi avoir, grâce à lui, un accès privilégié à la bibliothèque du Sénat et à celle de la Chambre des députés. Atout non négligeable quand on travaille en pleine campagne. Finalement, j'accepte : il n'y a pas une si grande différence entre les violences en général et celles qui visent spécifiquement les hommes politiques. Il évoque de Gaulle et l'attentat du Petit-Clamart, la noyade de Robert Boulin. Il ne parle pas de François Fillon (peut-être n'est-il pas à l'aise là-dessus), et je crains de m'embarquer dans un livre consacré à l'histoire purement contemporaine. Or, la médiéviste que je suis fondamentalement répugne au présentéisme et n'aime pas trop la contemporaine : je propose donc de traiter plutôt le sujet sur la longue durée (en gros du ^{xiv}e siècle à la guerre de 1914). Il traitera la période contemporaine (sauf Mme Caillaux que je conserve, l'histoire des femmes m'intéresse) et moi... tout le reste.

Certes, tous connaissent au Moyen Âge le fameux commandement : *Non occides* (« Tu ne tueras point ») donné à Moïse quand Dieu lui transmet le Décalogue sur le mont Sinaï. C'est d'ailleurs, après les commandements relatifs à Dieu, le premier (ou le second) des commandements sur la vie en société (Exode 20, 13). Cette interdiction de répandre le sang se retrouve dans le Nouveau Testament dans le sermon sur la Montagne. Tout assassin est promis au tribunal et à un sort funeste dans l'autre monde. Mais il n'est pas dit : « Tu ne tueras pas le roi, le général ou le chef du peuple. » L'interdiction est générale.

Peut-on tuer le roi s'il est un usurpateur ou un mauvais roi ? Là-dessus, les leçons bibliques sont équivoques. Tout pouvoir vient de Dieu, et Dieu seul peut logiquement punir le mauvais roi et donner le pouvoir à un autre de son choix. Tu ne tueras pas le juste ni

Introduction

l'innocent. Mais le chef idolâtre et assassin ? Faut-il attendre patiemment que Dieu vous en débarrasse ou résister ? En fait, deux épisodes bien connus donnent à ces questions des réponses inverses.

Non, répond l'histoire de David (I Samuel 1, 24 et 26). Le jeune David est brouillé avec le roi Saül, un roi oint par le prophète Samuel, donc légitime. À deux reprises, lui et ses compagnons rencontrent Saül et son escorte endormis par la volonté de Dieu. Dans la caverne, David coupe un pan du manteau de Saül. Un peu plus tard, il réussit à s'emparer de la lance et de la gourde royale. Il arrête la main de son serviteur (I Samuel 1, 26, 9-12) : « Ne le tue pas. Nul ne peut porter la main sur l'oint du Seigneur et rester impuni. C'est Yaveh qui le frappera, soit que son heure arrive, soit qu'il meure au combat. » Or, Saül affronte peu après les Amalécites. Il est battu et tué. Un jeune Amalécite se présente au camp de David pour lui apprendre la nouvelle. Il en apporte pour preuve le diadème et le bracelet du roi, espérant une récompense. David le fait tuer par l'un de ses serviteurs car il a achevé l'oint du Seigneur auquel nul ne doit toucher. David est sacré à son tour et succède à Saül comme roi de Juda.

Oui, répond le livre de Judith. La ville de Béthulie est assiégée par une armée assyrienne commandée par Holopherne, l'un des meilleurs généraux de Nabuchodonosor. L'eau manque et les Anciens envisagent de capituler dans les cinq jours. Judith est une pieuse veuve, par ailleurs très belle et très riche. Elle leur propose de les débarrasser de l'armée assyrienne. Elle se rend au camp, éblouit l'Assyrien et l'enivre lors du somptueux banquet qu'il donne en son honneur. Profitant de son lourd sommeil, elle lui tranche la tête qu'elle rapporte dans la ville et fait suspendre au rempart. À l'aube, les soldats assyriens la découvrent. Effrayés, ils prennent la fuite. Israël est sauvé. Judith, qui a tué pour son peuple et non par intérêt personnel, devient une héroïne célébrée par tous. Tu ne tueras pas, certes, mais il y a des exceptions...

L'autre source de la pensée politique est gréco-romaine. Aristote et Cicéron sont connus des lettrés et popularisent la distinction entre le bon roi et le tyran qui est généralement admise au Moyen Âge. Le tyran agit dans son intérêt particulier sans penser au bien

commun. Il entasse dans son trésor des impôts exorbitants, il ne rend pas la justice et brutalise son peuple qui crie vers Dieu pour obtenir secours. Pis, il ne défend plus la vraie religion et adore les idoles. Il ne respecte pas les lois et n'est pas conduit par la raison. Tout cela finira mal. A-t-on alors le droit de résister, de se révolter, voire de l'assassiner ? Les réponses antiques à cette question ne sont pas plus claires que celles de la Bible.

Prenons l'exemple des ides de mars 44, où Brutus et ses complices assassinent César en plein sénat. Celui-ci reconnaissant son fils dit : « *Tu quoque mi fili* », rabat sa toge sur son visage et s'abandonne aux poignards des conjurés. César a agrandi l'Empire romain et gouverne efficacement. Pourtant, le vertueux Brutus cherche à éliminer son père adoptif car celui-ci envisage de se faire roi (des peuples soumis et peut-être de Rome par la suite). Rome est une république qu'il convient de défendre. César est un tyran parce qu'il veut un changement de régime et non pour son mauvais gouvernement. Certes, certains comme Cicéron dénoncent son autocratie et proclament : « Nulle victime n'est plus agréable aux dieux que le sang du tyran », mais la majorité des penseurs médiévaux restent sensibles à la gloire du conquérant de la Gaule. Aussi, Dante, partisan de l'Empire, loue-t-il César dans la *Divine Comédie* et expédie-t-il Brutus en enfer comme un vulgaire assassin. La réputation des deux hommes est un enjeu mémoriel important dans toute l'Europe médiévale. À la fin du xv^e siècle, tout change, en particulier en France. Les historiens du roi avaient longtemps pensé que le peuple auquel ils appartenaient descendait des Troyens. Ainsi l'affirmait, à la fin du xiii^e siècle, l'histoire officielle de la monarchie que rédigeaient, règne après règne, les moines de Saint-Denis. Voilà qu'au xv^e, les Gaulois, mieux attestés par les sources, refont surface. César les a vaincus, il a occupé le pays et emmené prisonnier leur chef Vercingétorix jusqu'à Rome. Il l'a exhibé lors de son triomphe, avant de le faire étrangler dans une sombre prison. Il n'est donc plus possible en France de glorifier César, il faut choisir Brutus, qui a pourtant l'inconvénient d'être républicain, donc un héros malcommode pour une France longtemps monarchique. L'intéressant est d'ailleurs que dans ce problème du tyrannicide,

il n'y ait pas eu en France d'exemple national. Il est vrai que bon nombre de Français sont persuadés qu'il n'y eut et qu'il n'y aura jamais en France de mauvais roi, même si certains souverains sont entourés de mauvais conseillers ou mariés à des Italiennes suspectes. L'hostilité peut donc viser l'entourage ou l'épouse, surtout si elle se mêle de politique, un domaine qui devrait rester étranger au sexe faible. Il sera donc plus facile de faire passer dans l'opinion l'assassinat d'un frère du roi (tel Louis d'Orléans) ou d'un héritier (le Dauphin François ou bien plus tard le duc de Berry) que celui d'un roi sacré à l'image de Saül. Pourtant, alors que la France ne manque ni de rois autocrates, ni de rois inutiles (fous comme Charles VI, enfants malades tels François II ou Charles IX), il faut attendre 1589 pour qu'Henri III succombe au poignard d'un petit moine jacobin, Jacques Clément, auquel la Ligue a monté la tête.

Tous ces assassinats politiques supposent des conditions particulières : une guerre extérieure (contre le roi d'Angleterre au ^{xv}^e siècle) ou une menace de guerre (contre l'Espagne en 1610) associée à des troubles civils ou religieux. Autrement dit, l'assassinat du prince représente l'acmé d'une vague de violences diffuses. Le déroulement est à peu près toujours identique. Il faut d'abord que le prince soit tué symboliquement avant de finir sous le couteau ; on ne tue qu'un prince haï et déconsidéré. « Il n'est seigneur de son pays qui de ses hommes est haï », dit le proverbe¹. À l'amour, qui est au Moyen Âge le principal fondement du lien politique (le roi aime ses sujets, il les protège et leur rend justice, les sujets paient l'impôt par amour. Ainsi, les contributions exigées du clergé, en principe non imposable, portent-elles le joli nom de « don gratuit »), succède la haine. Et celle-ci se répand par des moyens qui varient suivant les époques. Le Moyen Âge privilégie l'oralité. L'*Apologie pour le tyrannicide*, qui attaque la réputation de Louis d'Orléans et cherche à prouver que Jean sans Peur l'a fait assassiner pour tyrannie manifeste², est un discours prononcé devant les grands laïcs et ecclésiastiques, car le jeu politique se limite alors aux princes, évêques et abbés. Du peuple illettré, le duc de Bourgogne n'attend qu'un vague soutien. Aux ^{xvi}^e et ^{xvii}^e siècles, la société politique s'est élargie, les citadins des grandes villes savent désormais lire et écrire. Les

pamphlets vont accompagner les luttes religieuses et les rebellions nobiliaires. Le chroniqueur Pierre de l'Estoile les collectionne et publie sous le titre de « Ramas » (du verbe ramasser) ces feuilles volantes anonymes qu'on trouve par terre ou affichées sur les murs. Le nombre annuel des libelles conservés est un indice fiable des tensions politiques du temps. Mais il faut attendre le XVIII^e siècle pour que la presse apparaisse. La Révolution multiplie les journaux de tout bord. Députés et journalistes deviennent des cibles – *L'Ami du peuple* est un bon exemple. Le XIX^e sera le siècle de la presse ! Les campagnes de presse font et défont les réputations. À la veille de la guerre de 1914, Mme Caillaux assassine le directeur du *Figaro*, comme Charlotte Corday avait tué Marat un siècle et demi plus tôt. Y a-t-il incompatibilité entre les femmes et le journalisme ?

Une fois la victime traînée dans la boue, il faut encore la tuer réellement. Il y a une grande continuité entre l'assassinat d'Henri III et l'exécution de Damiens en janvier 1757. Le meurtrier s'attaque à un roi sacré : il y a donc lèse-majesté divine et humaine. Il est jugé par les juges de l'Hôtel ou par la Grand-Chambre du Parlement. Il est condamné à mort même s'il n'a infligé au roi qu'une blessure légère. Le corps royal ne saurait être touché par les mains d'un vulgaire laquais. L'exécution est un grand spectacle sanglant qui attire une foule considérable, toute cette horreur étant censée faire oublier ce crime inconcevable.

La Révolution marque une rupture nette dans l'histoire de l'assassinat politique en France. Alors que nombre de révolutionnaires étaient hostiles à la peine de mort, la pression de la guerre extérieure et des révoltes internes en fait une période de plus en plus noire jusqu'à l'installation de la Terreur. A-t-elle dérapé ou contenait-elle cette violence en germe dès le 14 juillet 1789, les historiens en discutent. Il n'y a plus de roi, plus de sacre. La seule instance de légitimité est désormais le peuple, qu'il convient de défendre contre ses ennemis (nobles, clercs réfractaires, riches financiers). La Révolution prend l'aspect d'une sorte de grande purification rituelle qui aboutit chaque soir à la guillotine. La chute de Robespierre puis l'arrivée au pouvoir de Bonaparte ramènent l'ordre et la paix.

Introduction

Pourtant, l'attentat de la rue Saint-Nicaise en 1800 ouvre un champ inexploré. Il n'est plus question comme d'ordinaire de poignarder le Premier consul, mais de tuer en terrorisant l'opinion. C'est le premier attentat terroriste à l'explosif qui détruit l'espace et les hommes. Pour la première fois, il n'y a plus deux personnes seulement en jeu (le prince et son assassin), mais un troisième acteur prioritaire, l'opinion publique prise à témoin et secouée par l'événement.

Le xix^e commence mal et l'ouragan homicide s'installe. Il y a désormais quatre légitimités concurrentes, celle des légitimistes réunis autour du souvenir du roi martyr et très vivante jusqu'à la mort du comte de Chambord, celle des orléanistes autour des descendants de Louis-Philippe, celle des bonapartistes, nostalgiques de la gloire de l'Empire, et celle de la République, longtemps minoritaire. Si bien que lorsque survient un attentat ou un assassinat, le ministre de la Police hésite : à qui vaut-il mieux l'attribuer (et non qui l'a commis ?), ce qui permet une répression tous azimuts. Contrairement à ce qu'on aurait pu penser, l'apparition d'élections régulières et du suffrage universel masculin, qui permettent en principe de changer pacifiquement le chef de l'État, ne mettent pas un terme aux violences politiques. Celles-ci restent un invariant. C'est aux formes successives de cet invariant qu'est consacré ce livre.

PARTIE I

Les temps médiévaux

Pour nombre de nos contemporains, le Moyen Âge est une époque noire, violente et brutale dont nous sommes heureusement sortis grâce à la modernité, au progrès et à la République. Tout n'est pas faux dans cette vision, mais elle est fortement orientée. Le haut Moyen Âge a bien multiplié les assassinats royaux, devenus un mode quasi normal de succession, mais depuis l'invention du sacre au profit des Carolingiens au milieu du VIII^e siècle, aucun roi ne fut assassiné jusqu'à Henri III en 1589. Certes, on s'en prenait bien à un ministre haï, à un favori trop puissant, mais la personne du roi était devenue inviolable. Dieu l'avait placé sur le trône, l'huile sacrée de la sainte ampoule avait marqué son front, l'élu de Dieu faisait des miracles. On pouvait le détester ou l'aimer (Charles VI le roi fou fut Charles le Bien-Aimé pour tous ses sujets, même si son absence – ainsi appelait-on diplomatiquement sa maladie – conduisit au chaos et à la défaite). En France, le meurtre politique a toujours eu des caractères particuliers et les sujets du royaume en sont conscients et critiquent sans ménagement les Anglais « tueurs de rois ». Ne pas tuer son roi fit longtemps partie de l'identité française.

En revanche, la violence d'État y fut très précoce. Seuls l'État et la personne du roi qui le représentait avaient le droit de condamner à mort, la justice du roi absorbant progressivement toutes les autres justices, qu'elles fussent seigneuriales ou d'Église. C'est ainsi que Philippe IV le Bel se débarrassa de Jacques de Molay. L'État-nation brisait la concurrence d'une autre forme de pouvoir transnational et rattaché à la papauté plus qu'au roi de France. Il s'agit là d'un assassinat politique dont les méthodes extrêmement sophistiquées sont promises à un grand avenir : campagnes

de rumeurs et pamphlets destinés à détruire la réputation de la future victime, emprisonnement surprise avec pression et torture, guère de témoins, mobilisation de l'opinion par l'intermédiaire d'assemblées diverses, humiliation publique, etc. Le procès des Templiers a des airs de procès de Moscou avant l'heure. Le roi triompha mais mourut peu après ses victimes. L'opinion bascula et les derniers Capétiens devinrent des rois maudits et Jacques de Molay un héros... à terme.

Un siècle plus tard, en 1407 exactement, Louis d'Orléans, frère de Charles VI et régent, fut assassiné de nuit dans les rues de Paris par des hommes de son concurrent et cousin le duc de Bourgogne. Un assassinat médiéval tel qu'on se l'imagine classiquement aujourd'hui : un homme seul, ou plutôt « petitement accompagné », surpris par une troupe nombreuse, massacré plus que tué à l'arme blanche par des spadassins qui s'évaporent dans la nuit. Trente ans de guerre civile vont suivre. Mais surtout, le problème du tyrannicide est posé pour la première fois en France. Louis était-il un tyran ? Il exerçait la régence. Aurait-il voulu aller plus loin et usurper le trône de son frère ? Il levait de lourds impôts pour la guerre disait-il, ou qu'il gaspillait disait le duc de Bourgogne. Il était donc doublement tyran. Tous ces discours sur le tyrannicide vont persister dans les mémoires. On retrouve exactement les mêmes arguments en 1589.

Il n'y a donc ici aucun progrès en matière d'assassinat. À un meurtre sophistiqué avec intervention judiciaire succède un assassinat brutal et simple. Évidemment, il ne fut pas possible de juger le duc de Bourgogne, le plus grand seigneur du royaume, et la famille d'Orléans n'obtint sa vengeance qu'en 1419 sur le pont de Montereau quand les anciens serviteurs de Louis assassinèrent Jean sans Peur sous les yeux, surpris ou complices, du Dauphin Charles.

Jacques de Molay, grand maître des Templiers

11 mars 1314

L'ordre est ancien, respecté et puissant. Il va pourtant disparaître en moins de sept ans par la volonté royale. Ancien : il a en effet été fondé par un seigneur champenois, Hugues de Payns, dans les années 1120¹. À l'origine, il s'agissait de protéger les pèlerins chrétiens qui se rendaient à Jérusalem dans le difficile trajet entre la côte et la Ville sainte. Puis leur rôle s'élargit à la défense des fragiles États latins issus de la première croisade. Il leur fournit des combattants permanents et expérimentés et des garnisons pour les grands châteaux frontières : château Pèlerin, Beaufort, Tortose ou La Roche...

Le rapide succès de l'ordre correspond à une aspiration du monde chevaleresque. À côté de la chevalerie mondaine soucieuse de prouesse et de richesse existe désormais une nouvelle chevalerie pauvre et désireuse de consacrer sa vie au Christ. L'originalité du modèle proposé est grande. Pour la première fois, on peut être à la fois clerc (à qui verser le sang est interdit) et combattant, moine et chevalier. La règle s'adapte à cette double vocation. Il y a un front en Orient où il faut envoyer chaque année des navires, des hommes, des chevaux, du blé et de l'or, et puis à l'arrière les royaumes occidentaux dont la France où l'ordre est né. Le royaume fournit près de la moitié des chevaliers et des ressources de l'ordre. Le Temple de Paris en est la maison principale. S'il abrite peu de chevaliers, il compte nombre de prêtres, de frères sergents, de gestionnaires et de comptables. Dans les provinces, l'unité de base est la commanderie, issue en général d'une donation seigneuriale et conditionnée par la célébration de messes familiales. Celle-ci a des formes variées : grosse ferme d'un seul tenant ou non, moulins, pêcheries, forêts. Dans ces commanderies de l'arrière, peu de chevaliers, sauf âgés

Table des matières

Introduction	11
--------------------	----

PARTIE I. LES TEMPS MÉDIÉVAUX

Chapitre 1. Jacques de Molay, grand maître des Templiers 11 mars 1314.....	23
Chapitre 2. La nuit de la Saint-Clément 23 novembre 1407.....	37

PARTIE II. LE TEMPS DES ASSASSINS VIOLENCE ET GUERRES DE RELIGION 1547-1610

Chapitre 3. Catherine de Médicis, une reine empoisonneuse ? 5 janvier 1589.....	65
Chapitre 4. L'assassinat du duc de Guise 23 novembre 1588.....	83
Chapitre 5. Un tyrannicide voulu par Dieu 1 ^{er} août 1589.....	99
Chapitre 6. La légitimité difficile d'un roi protestant 14 mai 1610.....	113

PARTIE III. CONJURER LA VIOLENCE PAR L'ABSOLUTISME

Chapitre 7. Une tentative pour toucher le roi : l'attentat de Damiens 5 janvier 1757.....	141
--	-----

L'assassinat politique en France

PARTIE IV. VIOLENCE ET RÉVOLUTION

Chapitre 8. Charlotte Corday 13 juillet 1793.....	167
Chapitre 9. La République n'a pas besoin de savants : Lavoisier 8 mai 1794.....	183

PARTIE V. L'OURAGAN HOMICIDE DU XIX^e SIÈCLE

Chapitre 10. L'attentat de la rue Saint-Nicaise 24 décembre 1800 (3 nivôse an IX).....	209
Chapitre 11. L'assassinat du duc d'Enghien 21 mars 1804.....	217
Chapitre 12. L'assassinat du duc de Berry 13 février 1820	229
Chapitre 13. L'anarchiste et le président : l'assassinat de Sadi Carnot 24 juin 1894.....	241
Chapitre 14. Meurtre au <i>Figaro</i> 16 mars 1914.....	261
Chapitre 15. Ils ont tué Jaurès 31 juillet 1914.....	281
Chapitre 16. L'attentat du Petit-Clamart 22 août 1962.....	319
Chapitre 17. Nicolas Sarkozy face à l'affaire Kadhafi : un assassinat médiatique ? 2012.....	353
Conclusion.....	391
Notes.....	399